

Commune de Saint Hilaire de Brethmas

B.P 1 30560 Saint Hilaire de Brethmas

☎ 04 66 61 33 59 📠 04 66 61 02 05

**DECISION DU MAIRE
N°2024-34 D**

DECISION DU MAIRE PORTANT SIGNATURE DE LA CONVENTION AVEC UN AMENAGEUR RELATIVE A LA REALISATION DU DIAGNOSTIC D'ARCHEOLOGIE PREVENTIVE DENOMME « SAINT-HILAIRE-DE-BRETHMAS CHEMIN DU CIMETIERE 2 »- N°D154375

- Vu** le Code général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.2122-22 et suivants
 - Vu** la délibération n°2020/20 du 4 juillet 2020 portant délégation d'attribution du Conseil Municipal au Maire, rendue exécutoire par sa transmission en Préfecture le 8 juillet 2020,
 - VU** la délibération N°2022/96 du Conseil Municipal en date du 15 décembre 2022 relative au projet d'extension des cimetières de Saint Hilaire de Brethmas ;
 - VU** la décision du tribunal administratif de Nîmes N° E23000012/30 du 10 février 2023 ;
 - VU** l'arrêté N°2023-11 du 03 mars 2023 portant ouverture de l'enquête publique relative à l'extension des cimetières de la commune de Saint Hilaire de Brethmas ;
 - VU** l'enquête publique réalisée du 23 mars 2023 au 21 avril 2023 ;
 - VU** le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur du 2 mai 2023 ;
 - Vu** la délibération N°2023/44 du 28 juin 2023 portant approbation du projet d'extension des cimetières du Village et de la Jasse,
 - Vu** l'arrêté du Préfet de la région Occitanie du 2 juillet 2024 attribuant le présent diagnostic d'archéologie préventive à l'Institut National de Recherches Archéologiques Préventives (INRAP) en qualité d'opérateur compétent, notifié à l'Inrap et à l'aménageur le 10 juillet 2024,
- Considérant** la nécessité de réaliser en priorité une extension du cimetière du Village qui ne dispose plus à ce jour que d'une espace disponible restreint,

Le Maire de Saint Hilaire de Brethmas,

DECIDE

- De signer la convention avec l'Institut National de Recherches Archéologiques Préventives (INRAP)

A saint Hilaire de Brethmas, le 15/10/2024

Le Maire

Jean-Michel PERRET



Le Maire :

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, sa transmission à Monsieur le Préfet du Gard, sa notification.
- Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérécourse Citoyens » accessible par le site internet, www.telerecours.fr.

REÇU EN PREFECTURE

le 17/10/2024

Application agréée E-legalite.com